



Tous droits réservés

INTRODUCTION GÉNÉRALE AU DROIT

Séance 8 - La preuve

I.	La charge de la preuve	2
A)	La présomption classique	3
B)	La présomption légale	3
II.	L'objet de la preuve	4
III.	Les modes de preuve	4
A)	La preuve par écrit	5
1)	L'acte authentique	5
2)	L'acte sous seing privé	6
3)	Les autres écrits	6
B)	La preuve par témoin	7
C)	La preuve par présomption	7
D)	L'aveu	8
E)	Le serment	8
IV.	L'admissibilité des modes de preuve	8

Prouver, c'est établir la vérité, établir que quelque chose est vrai.

Le droit ne se prouve pas, il existe. Les faits se prouvent.

Le régime de la preuve des obligations est codifié dans **les articles 1353 à 1386-1 du Code civil**, et dans **les articles 9, 10, 11, 132 à 322 du Code de procédure civile**.

Il y a deux manières de chercher une preuve :

- le système accusatoire, dans lequel le juge est neutre, et va trancher le conflit en fonction des preuves que les parties vont devoir elles-mêmes apporter ;
- le système inquisitorial, dans lequel le juge va devenir partie puisqu'il intervient pour chercher des preuves (c'est plus le cas dans notre système pénal).



Définition : Le droit à la preuve, c'est l'ensemble des moyens que peuvent utiliser les parties pour prouver les faits qu'elles allèguent

Question : Quel est le régime de la preuve ?

I. La charge de la preuve



Définition : La charge de la preuve, c'est l'obligation qu'a un individu de prouver, par des arguments vérifiés, ou par des faits, qu'une proposition est vraie.

Se demander à qui incombe la charge de la preuve, équivaut à se demander qui doit donner une preuve.

A) La présomption classique

Par principe, la charge de la preuve pèse sur le demandeur. C'est celui qui réclame l'exécution d'une obligation qui doit la prouver (**art. 1353 C. civ.**).



Attention : À l'inverse, celui qui affirme qu'il a rempli son obligation... doit le prouver !



Exemple : C'est l'assuré qui demande son indemnisation en cas d'arrêt maladie, qui doit prouver qu'il a bien envoyé son arrêt de travail.

C'est le débiteur d'un crédit qui doit prouver qu'il a remboursé toutes ses échéances.

B) La présomption légale

Il existe des cas où la présomption est présumée à partir d'un fait connu.



Exemple : Un enfant né d'un couple marié permet de présumer la paternité du mari (**art. 312 C. civ.**).



À retenir : Par principe, les présomptions légales sont simples. Cela signifie qu'elles peuvent être renversées par la preuve du contraire.



Attention : Certaines présomptions légales sont irréfragables. Cela signifie qu'elles ne peuvent être renversées.

II. L'objet de la preuve

Comme évoqué en introduction, seuls les faits doivent être prouvés. C'est ce que nous indique **l'article 9 du Code de procédure civile**.

L'article 10 du Code civil dispose que « chacun est tenu d'apporter son concours à la justice en vue de la manifestation de la vérité, celui qui sans motif légitime se soustrait à cette obligation, lorsqu'il en a légalement été requis, peut être contraint d'y satisfaire, au besoin à peine d'astreinte sans préjudice des dommages-intérêts ».



À retenir : Il existe des cas où la loi exige une preuve directe.



Exemple : Il faut parfois une preuve écrite pour témoigner d'un accord de volonté (**art. 1359 C. civ.**). C'est le cas dans certains contrats !

Il existe trois types de faits à prouver :

- les faits pertinents : ils ont un lien direct avec le litige ;
- les faits contestés : les parties sont en désaccord sur ce fait ;
- les faits contestables : il s'agit de faits qui n'ont pas besoin d'être prouvés, des évidences (la pluie rend un trottoir glissant).

III. Les modes de preuve

Le mode de preuve est le moyen qui est légalement autorisé pour prouver. Il résulte soit d'un fait juridique, soit d'un acte juridique.



Définition : Un acte juridique est une manifestation concrète de la volonté des parties qui y sont liées. Un fait juridique est un fait qui est constaté dans le système juridique.

C'est le Code civil qui les pose. Il en existe cinq : la preuve par écrit, par témoin, par présomption de fait, par aveu et par serment.

A) La preuve par écrit



Définition : Une preuve par écrit résulte d'un acte juridique (un contrat, par exemple), ou d'un fait juridique constaté (une naissance, par exemple).

Le Code civil admet la preuve écrite par voie électronique (**art. 1366 C. civ**).

Pour être valable, la preuve par écrit doit comporter la signature des parties (**art. 1367 C. civ**).

Il existe trois types d'actes juridiques : l'acte authentique, l'acte sous seing privé, et les autres écrits.

1) L'acte authentique



Définition : Un acte authentique l'est s'il a été reçu par un officiel public compétent, et s'il respecte des conditions solennelles (**art. 1369 C. civ**).



Exemple : Les actes d'état civil (naissance, mariage, baptême) sont des actes authentiques, pris sous la responsabilité de l'officier d'état civil.

Ils ne peuvent être pris que par les notaires ou les officiers publics ayant une compétence spéciale.

2) L'acte sous seing privé

Les actes sous seing privé sont définis par **les articles 1372 et suivants du Code civil**.



Définition : Ce sont des actes signés entre particuliers, sans l'intervention d'une institution.

Ils doivent obligatoirement être signés.



À retenir : Il y a certaines obligations dans certains cas, qui s'ajoutent à l'obligation de signature.

- Les actes sous seing privé qui contiennent une convention synallagmatique (qui crée des obligations réciproques entre créancier et débiteur) doivent :
 - contenir autant d'originaux qu'il existe de parties ;
 - chaque original doit contenir la mention du nombre total d'originaux.
- Les actes sous seing privé qui contiennent un engagement unilatéral portant sur une chose fongible ou sur de l'argent doivent maintenir la mention écrite de la somme ou de la quantité de choses dues (**art. 1376 C. civ**).
- Le testament olographe doit être daté, signé de la main de celui qui en bénéficiera, et signé.

3) Les autres écrits

Enfin, il existe certains écrits qui ne sont pas des actes officiels, mais qui peuvent servir de preuves :

- les livres de commerce ;

- les registres et papiers domestiques ;
- l'écriture de la créance sur le titre ;
- les lettres missives (correspondance privée).

B) La preuve par témoin



Définition : Il s'agit d'une preuve apportée par un témoin de faits, qui doit les avoir vus ou entendus directement.



À retenir : Par principe, tout le monde peut être témoin. Par exception, certains ne le peuvent pas, dans des cas précis : les personnes condamnées, par exemple.

Le témoignage peut être oral ou écrit. Sa force de preuve dépend de l'appréciation qu'en feront les juges, qui décident au cas par cas. Ils peuvent choisir d'écarter le témoignage s'ils ne sont pas convaincus de la véracité de celui-ci !

C) La preuve par présomption



Définition : Les preuves par présomption permettent aux juges de prouver des faits grâce à des indices, des déductions faites à partir d'autres éléments.



À retenir : Pour être retenues, les présomptions doivent être graves, concordantes, précises, et avoir été obtenues de manière loyale.



Exemple : Des analyses médicales, des constatations d'expert, des relevés ou des facteurs permettent d'établir des présomptions.

Ici aussi, comme pour les témoignages, les juges peuvent choisir de les valider ou non.

D) L'aveu



Définition : Avouer, c'est reconnaître un fait.



Exemple : Reconnaître avoir été présent à tel lieu, tel jour, telle heure.



Attention : L'aveu ne peut porter que sur un fait précis, mais jamais sur une question de droit.

Dans certains cas, l'aveu est écarté par la loi. On distingue l'aveu judiciaire, qui se fait en présence d'un juge ou d'une autorité juridique, et l'aveu extrajudiciaire, qui se fait hors du juge.

E) Le serment



Définition : Le serment est l'acte par lequel un individu reconnaît devant un juge un fait, uniquement dans le cas où il lui est favorable.

On distingue le serment décisoire, qui permet de prouver un fait quand aucune autre preuve n'existe, du serment supplétoire, qui vient compléter les preuves déjà avancées.

IV. L'admissibilité des modes de preuve

Selon les cas, tous les modes de preuve ne sont pas admis. On va distinguer deux situations :

- la liberté de la preuve, et dans ce cas les parties pourront amener les preuves qu'elles désirent ;
- la légalité de la preuve, et dans ce cas la loi fixe les preuves autorisées à être reçues.



À retenir : Par principe, les faits juridiques sont soumis à la liberté de la preuve, et les actes juridiques à la légalité de la preuve.

Par principe, en droit civil, on applique la liberté de la preuve, et en droit commercial, administratif, social et pénal la légalité de la preuve.

La légalité de la preuve implique, par principe, la présentation d'un écrit. En outre, la preuve par témoins n'est pas admise si la valeur du litige dépasse 1500€ (**art. 1359 C. civ.**).

Retenons enfin que la jurisprudence impose une exigence de loyauté dans la recherche de la preuve (**C. Cass, Civ 2, 7 oct. 2004**).

Résumé : On récapitule le système de la preuve :

En matière pénale la preuve est libre ainsi qu'en droit social, la preuve peut être apportée par tous moyens.

En droit civil c'est différent :

Les **faits juridiques** se prouvent par tous moyens (**art. 1358 nouveau du Code civil**).

ō Néanmoins le procédé de preuve doit être loyal et légalement admissible

ō Il ne doit pas porter atteinte aux grandes libertés : secret professionnel, secret des affaires, intimité de la vie privée, etc.

ō **Exception** : en matière d'état des personnes comme la naissance ou le décès (preuve littérale)

Les **actes juridiques** sont gouvernés par le principe de preuve littérale (art. 1359 nouveau).

Principe : article 1359 al. 1 nouveau : « L'acte juridique portant sur une somme ou une valeur excédant un montant fixé par décret doit être prouvé par écrit sous signature privée ou authentique. ». Ce principe ne vaut que si l'acte juridique porte :

- sur une somme supérieure à 800 € si l'acte est passé avant le 1^{er} janvier 2005
- sur une somme supérieure à 1500 € si l'acte est passé après le 1 janvier 2005

Si l'acte porte sur une somme inférieure, la preuve est libre.

Cet écrit peut être soit un :

- Acte authentique : **art. 1369 et s.** (conditions à respecter)
- Acte sous seing privé : **art. 1375 et 1376 C. civ.** (conditions à respecter)

Dispenses à l'application de l'article 1359 nouveau (ancien 1341) : 3 cas

1. **Les conventions relatives à la preuve** : les parties peuvent par convention modifier les règles de preuve, car l'art n'est pas d'OP.
2. **Liberté de preuve pour les tiers** : les règles de preuves littérales ne s'appliquent qu'aux parties et pas aux tiers pour qui il est difficile de se préconstituer un écrit.
3. **Contrats conclus par un commerçant** : **article L. 110-3 du Code de commerce** : la preuve d'un acte de commerce est libre entre commerçants et libre contre un commerçant si acte mixte.

Attention : Les quatre exceptions à l'article 1359 :

- **L'impossibilité de se préconstituer un écrit** : **article 1366**

o Elle peut être matérielle (un événement brutal, soudain, grave)

o ou morale (obstacle psychologique assez fort : relations personnelles ou affectives entre les parties et usages conduisant les parties à ne pas constater par écrit la convention ex : vente de bétails.

- **Si impossibilité admise la preuve devient libre.**

La perte par un cas de force majeure (**article 1360**) :

o Hypothèse dans laquelle l'acte a été perdu.

o Le plaideur doit prouver par tous moyens que l'acte a été perdu dans un cas de force majeure qui n'est pas imputable à son fait personnel, mais résulte d'une circonstance extérieure à sa volonté, imprévisible et irrésistible : inondation, incendie, fait d'un tiers qui l'aurait égaré, etc.

-Si c'est admis, la preuve est libre

Le commencement de preuve par écrit : **articles 1361 et 1362**

o Dans un cas pratique il faut toujours regarder si on a un écrit avant. Mais s'il n'a pas les conditions de l'AA ou de l'ASP, on peut aller vérifier cela.

o **Article 1362** : « écrit qui, émanant de celui qui conteste un acte ou de celui qu'il représente, rend vraisemblable ce qui est allégué ». 3 conditions :

§ Il faut un écrit : entendu de façon large, une simple lettre pourrait suffire, mais aussi des déclarations orales lors d'une comparution personnelle.

§ Il faut que cet écrit émane de la personne à qui on l'oppose

§ Il faut que l'écrit invoqué rende vraisemblable le fait allégué : pas simplement qu'il le rende possible. Appréciation des juges.

- Si le CPP est établi, il ne suffit pas à lui seul à remplacer la preuve littérale. Mais il a pour effet de rendre admissibles des moyens de preuve complémentaires. Il pourra être complété par des témoignages, présomptions ou tout autre moyen de preuve.

La copie fidèle et durable : **article 1379 al. 1**

o La copie fidèle et durable a même force probante que l'original.

o Il y a des conditions, mais si elle est admise elle fait pleinement preuve.